

Décentralisation au Bénin : Yahouédéou veut donner un nouvel élan aux 77 communes

Le financement des communes constitue aujourd'hui l'un des grands enjeux de la décentralisation au Bénin. À la tête du ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Janvier Yahouédéou entend donner une nouvelle impulsion à la gouvernance territoriale en mettant l'accent sur la performance, la mobilisation des ressources, la qualité des investissements et l'amélioration des services au profit des populations.



Le Dr Sènakpon Spéro Gouchola plaide pour un pacte national entre l'État et les citoyens

[DE LA PRÉFACE À L'INTRODUCTION]

Bucarest : Abdoulaye Bio Tchané fait entendre la voix du Bénin



Hermine HODONOU SAVI réunit les DDIC à Kétou autour du renforcement des capacités

OCCUPATION ANARCHIQUE DES ESPACES PUBLICS À PORTO-NOVO

Rachadou Toukourou donne 7 jours aux contrevenants

Occupation anarchique des espaces publics à Porto-Novo :

Rachadou Toukourou donne 7 jours aux contrevenants

La mairie de Porto-Novo hausse le ton face à l'occupation illégale des espaces publics. Dans un communiqué en date du 29 septembre 2026, le maire de la ville, Rachadou M. Toukourou, invite les occupants concernés à libérer les lieux dans un délai de sept jours. Au-delà de ce délai, une opération d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules et épaves sera engagée avec l'appui des forces de sécurité publique.

La mairie veut mettre fin à l'occupation anarchique des espaces publics

À Porto-Novo, la municipalité entend renforcer les mesures visant à préserver la propreté, la sécurité et la libre circulation dans les espaces publics. Le maire Rachadou M. Toukourou constate, selon le communiqué rendu public ce 29 septembre, la persistance de l'occupation illégale de certaines voies, trottoirs et terre-pleins de la capitale.

Plusieurs pratiques sont particulièrement visées par la mairie. Il s'agit notamment de l'utilisation de ces espaces comme lieux d'accueil pour des véhicules abandonnés, en panne de longue durée ou considérés comme des épaves, mais également de l'installation d'ateliers de mécanique, de soudure et de vulcanisation.

La municipalité cible également les stations de lavage de véhicules, les cafétérias, ainsi que les dépôts sauvages de ferrailles, pièces détachées et autres matériaux divers.

Un délai de sept jours accordé aux occupants

Face à cette situation, et après plusieurs campagnes de sensibilisation menées par les services compétents, le maire invite les personnes concernées à prendre leurs dispositions.

Le communiqué leur accorde ainsi un délai impératif de sept jours à compter de sa publication pour libérer les différents espaces publics concernés.

Cette décision traduit la volonté de la municipalité de passer désormais de la sensibilisation à une phase d'intervention sur le terrain.

Des opérations d'enlèvement annoncées

À l'expiration du délai fixé, les Services techniques de la mairie, avec l'appui des forces de sécurité publique, procéderont à l'enlèvement et à la mise en fourrière systématique des véhicules et épaves concernés.

Les contrevenants devront également s'acquitter des pénalités et amendes prévues par les textes en vigueur, en plus de supporter l'intégralité des frais occasionnés par les opérations engagées à leur rencontre.

Rachadou Toukourou appelle au civisme

À travers cette mesure, la mairie de Porto-Novo entend rappeler aux citoyens la nécessité de respecter les règles d'occupation du domaine public et de contribuer à l'amélioration du cadre de vie dans la capitale.

Le maire Rachadou M. Toukourou appelle ainsi au sens des responsabilités et au civisme de chacun. L'objectif affiché par la municipalité est de faire de Porto-Novo une ville plus propre, plus sûre et plus accueillante, où les voies, trottoirs et autres espaces publics restent accessibles à tous.

Les occupants concernés disposent donc désormais de sept jours pour se mettre en conformité avec cette décision municipale.

Emeric Joël ALLAGBE

COMMUNIQUE

Le Maire de la Ville de Porto-Novo communique :

Il m'est donné de constater la persistance illégale de l'occupation des voies, des trottoirs, et terre-pleins par les concitoyens qui en ont fait soit :

- des espaces d'accueil de véhicules, abandonnés ; en panne de longue durée et autres épave ;
- des ateliers de mécanique, de soudure, de vulcanisation ;
- des stations de lavage de voitures ;
- de cafétérias.
- des dépôts sauvages de ferrailles, de pièces détachées et de matériaux divers.

Ce, en dépit des nombreuses campagnes de sensibilisation effectuées par nos services compétents. Le maire invite l'ensemble des concitoyens se reconnaissant auteurs de ces actes, à libérer les différents espaces publics suscités dans un délai impératif de sept (7) jours à compter de la date de publication du présent communiqué.

Passé ce délai de rigueur, les Services Techniques de la Mairie, appuyés par les Forces de sécurité publique, procéderont à l'enlèvement et à la mise en fourrière systématique de tous les véhicules et épaves.

Les contrevenants s'exposent au paiement des pénalités et amendes prévues par les textes en vigueur et devront, en outre, supporter l'intégralité des frais occasionnés par les opérations engagées à leur rencontre.

Le Maire de la Ville de Porto-Novo en appelle au sens de responsabilité, au civisme et au strict respect des règles, afin que chacune et chacun contribue à faire de notre capitale une citée propre, sûre et accueillante.



MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel “www.lemblemedujour.com”

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

Email : leblemedujour@gmail.com
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : leblemedujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

GOVERNANCE LOCALE – FINANCEMENT ET DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Décentralisation au Bénin : Janvier Yahouédéou veut donner un nouvel élan aux 77 communes



Le financement des communes constitue aujourd’hui l’un des grands enjeux de la décentralisation au Bénin. À la tête du ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Janvier Yahouédéou entend donner une nouvelle impulsion à la gouvernance territoriale en mettant l’accent sur la performance, la mobilisation des ressources, la qualité des investissements et l’amélioration des services au profit des populations.

La décentralisation béninoise s’apprête à franchir une nouvelle étape. L’enjeu n’est plus seulement de transférer des compétences aux collectivités territoriales. Il s’agit désormais de leur permettre de disposer des moyens nécessaires pour exercer efficacement leurs responsabilités et de transformer les ressources disponibles en réalisations concrètes.

C’est tout le sens de la dynamique engagée par le ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, Janvier Yahouédéou.

À travers les nouvelles orientations de son département, le ministre place le financement des communes au cœur d’une approche plus globale, fondée sur la performance, la responsabilité, la transparence et l’efficacité de l’action publique locale.

Des communes mieux outillées pour agir

Le constat est simple : une décentralisation efficace nécessite des collectivités capables de planifier, financer et mettre en œuvre des projets répondant réellement aux besoins des populations.

Les 77 communes du Bénin sont ainsi appelées à renforcer leurs capacités d’action et à améliorer leurs performances.

Cette ambition suppose notamment une meilleure mobilisation des ressources, une gestion plus rigoureuse des financements, une amélioration du montage des projets et un suivi plus efficace des investissements.

L’approche défendue par Janvier Yahouédéou vise donc à faire évoluer progressivement la gouvernance locale vers une culture davantage orientée vers les résultats.

Le financement communal au cœur de la nouvelle dynamique

Le financement demeure naturellement l’un des principaux leviers de cette transformation.

La mise en place de nouveaux mécanismes destinés à améliorer les investissements communaux traduit cette volonté de mieux accompagner les collectivités territoriales.

L’objectif est de permettre aux communes de disposer de ressources mieux structurées et de renforcer leur capacité à accéder à différents mécanismes de financement.

Mais au-delà des montants mobilisés, l’enjeu est surtout de garantir une utilisation efficace des ressources.

Financer davantage, mais surtout financer mieux : telle apparaît comme l’une des exigences de cette nouvelle approche de la décentralisation.

Les projets communaux doivent être mieux préparés, mieux exécutés et davantage évalués afin que les financements engagés produisent des effets visibles sur le terrain.

Janvier Yahouédéou mise sur la performance

L’une des particularités de la démarche portée par le ministre réside dans l’importance accordée à la performance des collectivités.

La commune ne doit plus être considérée uniquement comme une structure administrative chargée d’exécuter des compétences transférées. Elle doit progressivement devenir un véritable acteur du développement économique et social de son territoire.

Cela passe par une meilleure planification,

des outils modernes de gestion, le renforcement des compétences des responsables locaux et la mise en place d’indicateurs permettant de mesurer les résultats obtenus.

Cette orientation traduit une volonté de faire de la performance un véritable instrument de gouvernance locale.

Une nouvelle culture de responsabilité

Le ministre entend également renforcer la responsabilité des différents acteurs de la décentralisation.

La gestion des ressources publiques impose en effet des exigences de transparence, de redevabilité et d’efficacité.

Les communes doivent pouvoir rendre compte de l’utilisation des ressources mises à leur disposition, mais également démontrer l’impact des investissements réalisés.

Cette culture de la responsabilité devrait permettre de renforcer progressivement la confiance entre les collectivités territoriales et les populations.

Elle offre également la possibilité de mieux identifier les bonnes pratiques et de valoriser les communes qui obtiennent des résultats significatifs.

La régionalisation pour mieux penser le développement

La réflexion sur le financement des communes s’inscrit par ailleurs dans une vision plus large du développement territorial.

La régionalisation apparaît comme un autre levier destiné à mieux coordonner les actions publiques et à tenir davantage compte des spécificités économiques, sociales et géographiques des différents territoires.

Chaque territoire dispose en effet de potentialités particulières. Le défi consiste à mieux les identifier et à orienter les investissements vers des secteurs capables de générer davantage de valeur et d’opportunités pour les populations.

Cette approche doit également permettre une meilleure complémentarité entre les communes et une plus grande cohérence dans la réalisation des infrastructures et des projets structurants.

Des financements au service des populations

Au-delà des mécanismes administratifs et financiers, le véritable objectif de la décentralisation reste l’amélioration du quotidien des citoyens.

Une commune mieux financée doit pouvoir offrir de meilleurs services publics locaux, améliorer ses infrastructures, renforcer l’assainissement, soutenir les activités économiques et répondre plus rapidement

aux préoccupations des populations.

C’est donc l’impact concret des politiques publiques qui devra progressivement constituer le principal indicateur de réussite.

Dans cette perspective, la vision portée par Janvier Yahouédéou prend toute son importance : faire en sorte que les moyens financiers, les compétences locales et les outils de gouvernance convergent vers des résultats concrets.

Un chantier majeur pour les prochaines années

Le financement des communes ne constitue qu’une partie d’un chantier beaucoup plus vaste.

La modernisation de la gouvernance locale, le renforcement des capacités des collectivités, la participation citoyenne, la redevabilité, la régionalisation du développement et l’amélioration de la qualité des investissements constituent autant de défis auxquels le ministère entend apporter des réponses.

La feuille de route engagée par le département de la Décentralisation et de la Gouvernance locale s’inscrit dans cette volonté de construire progressivement des collectivités territoriales plus performantes et davantage capables de porter le développement de leurs territoires.

Janvier Yahouédéou, une vision tournée vers l’efficacité locale

En plaçant la question du financement communal au centre de la réflexion sur l’avenir de la décentralisation, Janvier Yahouédéou met en avant un enjeu essentiel : donner aux communes les moyens d’assumer pleinement leur rôle dans le développement du Bénin.

L’ambition est désormais de parvenir à un modèle dans lequel les ressources sont mieux mobilisées, les projets mieux conçus, les investissements mieux suivis et les résultats davantage mesurés.

Pour les 77 communes du pays, cette nouvelle dynamique ouvre ainsi une perspective importante : passer progressivement d’une décentralisation fondée principalement sur le transfert de compétences à une décentralisation davantage centrée sur la performance, l’investissement et l’amélioration concrète des conditions de vie des populations.

Le défi est considérable. Mais avec les réformes engagées et les nouvelles orientations du ministère, la gouvernance locale apparaît plus que jamais comme un levier essentiel du développement du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ?
Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel
ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes
pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.



ASSISTANCE
TECHNIQUE
PRO



GRANDE
CAPACITÉ
MODULABLE



SALLES
CLIMATISÉES



GROUPE
ELECTROGÈNE
DISPONIBLE



Djassin Hounvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

SÉCURITÉ AU BÉNIN

LE DR SÈNAKPON SPÉRO GOUCHOLA PLAIDE POUR UN PACTE NATIONAL ENTRE L'ÉTAT ET LES CITOYENS

[DE LA PRÉFACE À L'INTRODUCTION]



« La sécurité du Bénin ne peut plus être l'affaire des seuls hommes en uniforme »

Face à l'évolution des menaces sécuritaires, à la montée de la criminalité transnationale, aux risques liés au numérique, à la radicalisation et aux nouveaux défis auxquels sont confrontées les sociétés modernes, la question de la sécurité apparaît plus que jamais comme une responsabilité collective.

C'est dans cette perspective que le Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA, Contrôleur Général de Police, expert en stratégies de sécurité et politiques de défense propose au public un ouvrage consacré à la coproduction de la sécurité et à la construction d'un véritable pacte national autour de cette question.

Dans cet ouvrage, l'auteur invite à dépasser la conception traditionnelle d'une sécurité exclusivement produite par l'État et ses forces de sécurité. Il défend plutôt une approche participative dans laquelle le citoyen, les communautés, les entreprises, les responsables locaux et les institutions deviennent des acteurs complémentaires de la prévention et de la protection.

L'Emblème du Jour a accordé une interview exclusive à l'auteur pour mieux comprendre sa démarche, les enseignements de son ouvrage et les raisons pour lesquelles cette réflexion mérite de retenir l'attention de tous les Béninois.

L'Emblème du Jour : Docteur GOUCHOLA, qu'est-ce qui vous a poussé à consacrer un ouvrage à la coproduction de la sécurité ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : L'idée est née d'une conviction profonde : nous arrivons progressivement à la fin d'un modèle dans lequel la sécurité était considérée comme l'affaire exclusive de quelques hommes en uniforme.

Les menaces auxquelles nos sociétés sont confrontées ont profondément changé. Elles peuvent être physiques, économiques, sociales, numériques ou transnationales. Elles dépassent souvent les capacités d'une seule institution de l'Etat.

J'ai donc voulu proposer une réflexion qui permette à chaque Béninois de comprendre qu'il n'est pas simplement un bénéficiaire passif de la sécurité publique. Il peut également devenir un acteur de sa production.

Ce livre est ainsi conçu comme une boussole, un cadre de réflexion et surtout un appel à l'action collective.

L'Emblème du Jour : Vous parlez d'un changement de paradigme. Qu'entendez-vous précisément par là ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Il s'agit de passer d'une sécurité subie à une sécurité construite.

Pendant longtemps, le citoyen a pu penser que son rôle consistait simplement à attendre l'intervention de la Police ou des autres forces de défense et de sécurité lorsqu'un événement survenait.

Or, la prévention commence bien avant l'intervention.

Connaître son environnement, respecter les règles, signaler des situations préoccupantes, lutter contre la désinformation, protéger ses données, participer à la vie de sa communauté et développer une culture de vigilance sont autant de comportements qui contribuent à la sécurité collective.

La coproduction signifie donc que chacun apporte sa contribution, dans le respect de la loi et des responsabilités propres à chaque acteur.

L'Emblème du Jour : Votre ouvrage insiste également sur la responsabilité de l'État. Le citoyen ne risque-t-il pas de se voir transférer une responsabilité qui relève normalement des pouvoirs publics ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Absolument pas. Il faut être très clair sur ce point.

La sécurité demeure une mission régalienne de l'État. La Constitution béninoise reconnaît notamment le droit de toute personne à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de sa personne.

L'État doit donc garantir la protection des personnes et des biens, assurer l'ordre public et créer les conditions nécessaires à la stabilité du pays.

Mais le fait que l'État soit le garant de la sécurité ne signifie pas que les citoyens doivent être totalement passifs. Le citoyen a également des devoirs. Le respect de la loi, la vigilance et le signalement des comportements suspects participent à la consolidation de l'État de droit.

L'Emblème du Jour : À qui s'adresse principalement votre livre ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : À tout le monde.

L'ouvrage peut intéresser les décideurs publics, les responsables des politiques publiques, les professionnels de la sécurité et de la défense, les universitaires, les responsables communautaires, les chefs traditionnels et religieux, les responsables d'entreprises, les jeunes, mais également le simple citoyen.

Je souhaite justement que la réflexion sorte du cercle des spécialistes.

La sécurité concerne le paysan comme le cadre supérieur, l'étudiant comme le chef d'entreprise, le commerçant comme le responsable administratif.

C'est d'ailleurs l'une des ambitions essentielles de cet ouvrage : rendre accessibles au plus grand nombre des questions qui sont souvent considérées comme trop techniques.

L'Emblème du Jour : Vous consacrez une place importante aux nouvelles menaces. Quelles sont celles qui doivent particulièrement retenir notre attention ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Nous devons désormais avoir une conception beaucoup plus large de la sécurité.

Le terrorisme et l'extrémisme violent restent évidemment des préoccupations majeures. Mais il faut également prendre en compte la criminalité organisée, les trafics illicites, la cybercriminalité, les risques liés aux infrastructures critiques, la désinformation et certaines vulnérabilités sociales.

Le développement du numérique apporte d'immenses opportunités au Bénin, mais il crée également de nouvelles vulnérabilités. Nos données, nos entreprises, nos administrations et nos citoyens peuvent être exposés à des risques qui n'existaient pas sous cette forme il y a quelques décennies.

Le citoyen doit donc développer une véritable hygiène sécuritaire, notamment dans son utilisation des outils numériques.

L'Emblème du Jour : Vous établissez également un lien entre sécurité et développement. Pourquoi ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Parce qu'il est difficile de construire durablement le développement dans un environnement instable.

Un entrepreneur a besoin de sécurité pour investir. Un commerçant a besoin de sé-

curité pour exercer son activité. Une famille a besoin de sécurité pour vivre sereinement. Les infrastructures, les écoles, les routes, les entreprises et les activités touristiques ont également besoin d'un environnement sécurisé.

Mais l'inverse est également vrai : le développement contribue à la sécurité.

Le chômage, la pauvreté, l'exclusion et l'absence de perspectives peuvent fragiliser certaines communautés et créer des vulnérabilités que les réseaux criminels ou extrémistes peuvent exploiter.

C'est pourquoi je défends une approche globale : sécurité, développement, éducation, emploi et cohésion sociale doivent être pensés ensemble.

L'Emblème du Jour : Quel rôle les citoyens ordinaires peuvent-ils concrètement jouer ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Il ne s'agit évidemment pas de transformer chaque citoyen en agent de sécurité.

Il s'agit plutôt de développer des réflexes simples et responsables.

Connaître les structures de sécurité de proximité, savoir comment donner l'alerte, participer à la vie de sa communauté, éviter de relayer des informations non vérifiées, respecter les lois, refuser certaines pratiques qui alimentent les circuits illicites et signaler les situations préoccupantes sont déjà des contributions importantes.

La sécurité nationale commence dans nos quartiers, nos familles, nos entreprises et nos communautés.

L'Emblème du Jour : Votre ouvrage parle également de « pacte national ». Que souhaitez-vous que les Béninois retiennent de cette notion ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Je souhaite que nous comprenions que nous avons tous une part de responsabilité dans la construction d'un environnement sécurisé.

L'État doit protéger. Les forces de sécurité doivent accomplir leurs missions avec professionnalisme et dans le respect de la loi. Les collectivités et les communautés doivent jouer leur rôle. Les citoyens doivent également adopter des comportements responsables.

La confiance entre la population et les forces de sécurité est fondamentale. Sans confiance, le renseignement de proximité devient difficile. Or, une information pertinente donnée à temps peut parfois permettre de prévenir une situation beaucoup plus grave. C'est cette culture de confiance mutuelle entre les forces de l'ordre et la population qui a fait naître la notion du pacte national.

L'Emblème du Jour : Si vous deviez résumer votre ouvrage en quelques mots à l'endroit des Béninois, que leur diriez-vous ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Je leur dirais simplement : ne soyez plus spectateurs de votre propre sécurité.

Ce livre est une invitation à changer de

regard.

La sécurité n'est pas uniquement la présence d'un uniforme dans une rue. Elle repose également sur la confiance, la prévention, l'éducation, la responsabilité, la vigilance et la solidarité.

Chaque citoyen peut contribuer, à son niveau, à renforcer le rempart collectif contre l'insécurité et l'extrémisme violent.

L'Emblème du Jour : Pourquoi les Béninois devraient-ils lire votre ouvrage ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Parce que les questions abordées dans ce livre nous concernent directement.

J'ai essayé de proposer un ouvrage à la fois réflexif et pratique, qui permette de comprendre les mutations de la sécurité, les nouvelles menaces, les réalités africaines, les défis propres au Bénin et surtout les moyens de construire une réponse collective.

Je souhaite que le lecteur referme le livre avec un regard différent sur son quartier, son voisinage, son entreprise, son environnement numérique et, plus largement, sur son rôle dans la République.

L'Emblème du Jour : Votre dernier mot aux lecteurs de L'Emblème du Jour ?

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Je voudrais inviter chaque Béninoise et chaque Béninois à s'intéresser à la question sécuritaire, non pas avec la peur, mais avec responsabilité, légalité et nécessité.

Ce livre est une invitation au dialogue et à l'action.

Je souhaite qu'il circule largement, qu'il soit lu, discuté dans les familles, les écoles, les universités, les entreprises, les administrations et les communautés.

Parce qu'au fond, la sécurité du Bénin ne peut être durable que si nous décidons de la construire ensemble.

L'Emblème du Jour : Merci, Docteur GOUCHOLA, pour cet entretien.

Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA : Merci à L'Emblème du Jour pour l'intérêt porté à cette réflexion.

À RETENIR

Un ouvrage pour comprendre et agir

À travers cet ouvrage, le Dr Sènakpon Spéro GOUCHOLA propose une réflexion sur l'évolution des menaces sécuritaires et sur la nécessité d'associer davantage les citoyens à la prévention. L'ouvrage explore notamment les fondements juridiques de la sécurité au Bénin, les nouvelles menaces transnationales, les enjeux sécuritaires africains, les réalités propres au Bénin et la notion de coproduction de la sécurité.

L'ouvrage est identifié par l'ISBN 978-99982-3-219-8 et le dépôt légal n°17811.

Propos recueillis par Emeric Joël AL-LAGBE



PRÉFACE

Depuis les fondements de la civilisation romaine jusqu'aux dynamiques complexes de l'ère contemporaine, la sécurité a été perçue, à tort, comme le monopole exclusif d'une entité étatique : celle des corps armés et des forces de l'ordre. Cette conception réductrice, longtemps ancrée dans les imaginaires collectifs, a considérablement limité l'efficacité des politiques sécuritaires. Or, à l'heure où les menaces se densifient, se diversifient et se transnationalisent, il est impératif de repenser fondamentalement le paradigme de la gouvernance sécuritaire.

Les indicateurs sécuritaires actuels sont alarmants. Le continent africain, et le Bénin en particulier, font face à une convergence de menaces asymétriques sans précédent : montée en puissance du terrorisme djihadiste, radicalisation idéologique, cybercriminalité transfrontalière, piraterie maritime dans le Golfe de Guinée, trafics illicites en tout genre. Ces phénomènes exigent des États une refonte stratégique profonde de leurs dispositifs sécuritaires, fondée non plus sur la seule réponse répressive, mais sur une architecture préventive, inclusive et participative.

Le Bénin, dans cette dynamique réformatrice, a engagé des transformations institutionnelles significatives. La création de la Police Républicaine, dont la mission cardinale est d'assurer le maintien effectif de l'ordre public sur l'ensemble du territoire national, constitue une avancée

structurelle majeure, témoignant d'une volonté politique réelle d'adapter l'appareil sécuritaire aux exigences du 21^{ème} siècle. Toutefois, aucune réforme institutionnelle, aussi ambitieuse soit-elle, ne saurait produire des résultats durables sans l'adhésion active et éclairée de la société civile. La sécurité n'est pas un bien public délivré unilatéralement par l'État ; elle se coconstruit.

C'est précisément cette vision novatrice que porte avec rigueur et lucidité le Contrôleur Général de Police GOUCHOLA dans cet ouvrage de référence. En articulant avec clarté conceptuelle la notion de coproduction de la sécurité, l'auteur pose les jalons d'un nouveau contrat social sécuritaire pour le Bénin. La coproduction sécuritaire, telle qu'il la définit, transcende la simple collaboration entre forces de l'ordre et population : elle constitue un pacte national de responsabilité partagée, dans lequel chaque citoyen devient un acteur stratégique du maintien de l'ordre public.

Dans cette perspective, la Police Républicaine ne peut exercer pleinement ses missions sans un partenariat opérationnel avec les communautés. La collecte du renseignement de proximité, la détection précoce des comportements suspects, la prévention situationnelle constituent autant de leviers dont l'efficacité repose sur la confiance mutuelle entre institutions sécuritaires et citoyens. Briser le mur de la méfiance pour bâtir une culture citoyenne de la vigilance et de la coresponsabilité sécuritaire : voilà l'enjeu fondamental que cet ouvrage s'attelle à relever.

Le travail intellectuel accompli par le Contrôleur Général de Police GOUCHOLA force l'admiration. En réussissant le difficile exercice de vulgariser, sans jamais le dénaturer, un corpus technique habituellement réservé aux seuls praticiens de la sécurité, il offre à l'ensemble des Béninois un outil pédagogique et opérationnel d'une rare valeur. Cet ouvrage est bien plus qu'un livre : c'est une feuille de route citoyenne, un instrument de mobilisation nationale au service de la paix et de la cohésion sociale.

À l'heure où l'urgence sécuritaire appelle des réponses collectives, concertées et multisectorielles, cet ouvrage s'adresse avec une égale pertinence aux décideurs politiques, aux cadres concepteurs des politiques publiques, aux experts en sécurité et défense, aux leaders communautaires et à tout citoyen béninois soucieux de l'avenir de sa nation. Il appartient désormais à chacun de s'en emparer, de le diffuser et d'en faire le socle d'un engagement civique renouvelé pour la sécurisation durable de notre territoire.

La sécurité du Bénin ne se délègue pas, elle se partage.

Bonne lecture !

Sacca LAFIA
Ancien Ministre de l'Intérieur et
de la Sécurité Publique

INTRODUCTION

Écrire ce livre n'est pas un simple exercice académique ou une formalité d'expert en stratégie ; c'est une réponse à l'urgence d'un cri intérieur et d'une observation lucide du monde qui nous entoure. En tant qu'auteur, mon moteur a été la conviction profonde que nous arrivons à la fin d'un cycle : celui où l'on pensait que la sécurité était l'affaire exclusive de quelques hommes en uniforme, isolés dans des casernes ou des commissariats, tandis que le reste de la population attendait, passivement, d'être protégée. J'ai écrit ces pages parce que le Bénin, notre chère patrie, se trouve à la croisée des chemins. Dans un environnement régional instable, marqué par des secousses imprévisibles, nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de l'indifférence ou de la naïveté.

Ce livre est né de la volonté d'offrir une boussole, un cadre de réflexion et surtout un appel à l'action pour que chaque Béninois, du paysan au cadre supérieur, de l'étudiant au chef d'entreprise, comprenne que la survie de notre modèle de société repose désormais sur une responsabilité partagée. C'est un plaidoyer pour un changement de paradigme, une invitation à passer du statut de spectateur de sa propre sécurité à celui d'acteur engagé d'une résilience nationale.

Le voyage intellectuel et stratégique que je vous propose à travers cet ouvrage est une plongée au cœur des mécanismes qui font et défont les nations modernes.

Nous commencerons par explorer les racines de notre contrat social, là où la loi et la constitution cessent d'être de simples textes froids pour devenir le bouclier des plus vulnérables. Mais nous ne resterons pas enfermés entre nos frontières. Le lecteur sera transporté dans la complexité d'un monde globalisé, où un clic à l'autre bout de la planète ou un conflit dans une région reculée du Sahel peut avoir des répercussions directes sur le calme de nos quartiers à Cotonou, Parakou ou Natitingou. Nous décortiquerons la mécanique des menaces nouvelles, ces ombres asymétriques qui ne portent pas d'uniforme et qui se jouent des frontières physiques. L'analyse se fera ensuite plus intime, plus nationale, en scrutant les fragilités de notre tissu social et les opportunités que nous offre notre jeunesse.

Nous irons au-delà du constat pour proposer une véritable ingénierie de la collaboration : comment s'organiser ? Quels sont les gestes qui sauvent ? Comment bâtir une confiance indestructible entre le citoyen et l'agent public ? Ce livre dessine l'architecture d'une agence nouvelle, d'un financement innovant et d'une culture du devoir qui transforme le patriotisme en une arme de construction massive.

Ce que vous tenez entre les mains est bien plus qu'un essai ; c'est un manifeste pour une paix durable. J'ai voulu que chaque page transpire la réalité du terrain tout en ouvrant des perspectives audacieuses. Imaginez un Bénin où la sécurité n'est plus une source d'angoisse, mais le socle invisible et solide sur lequel reposent nos ambitions économiques et nos rêves personnels. Pour y parvenir, il

nous faut briser les vieux réflexes de méfiance. Il nous faut éduquer, conscientiser et structurer. Ce livre vous montrera que la sécurité est une coproduction, un chantier permanent où chaque brique posée par un citoyen renforce la muraille de la nation. Vous découvrirez comment la technologie, l'éducation civique et la vigilance communautaire peuvent s'imbriquer pour créer un environnement où le crime ne trouve plus de refuge. C'est une lecture qui bouscule, qui interroge nos habitudes et qui, je l'espère, fera naître en vous ce sentiment d'urgence créatrice.

Le lecteur qui s'aventure dans ces lignes doit se préparer à un changement de regard. Nous allons déconstruire l'idée que la sécurité est une contrainte pour révéler qu'elle est, au contraire, la condition première de notre liberté. En parcourant ces réflexions, vous comprendrez pourquoi le silence face au danger est une complicité involontaire et comment votre simple regard, votre vigilance et votre engagement peuvent devenir les piliers d'une stratégie de défense nationale plus efficace que n'importe quelle armurerie. Nous aborderons les dérives possibles, car aucun système humain n'est infailible, pour mieux les anticiper et les neutraliser. C'est une quête de vérité et d'efficacité que je vous propose. Si vous avez déjà ressenti cette inquiétude diffuse face aux nouvelles du monde, si vous croyez que le génie béninois est capable d'inventer des solutions propres à ses réalités, alors ce livre est votre manuel. Il est le point de départ d'un grand dialogue national. La sécurité ne se décrète pas seulement au sommet de l'État, elle se cultive chaque jour dans le cœur et l'esprit des citoyens. En refermant cet ouvrage, vous ne verrez plus jamais votre voisin, votre rue ou votre pays de la même manière. Vous

ferez partie de ceux qui savent et, surtout, de ceux qui agissent pour que le Bénin reste cette oasis de stabilité et de progrès. La grande aventure de la coproduction de la sécurité commence ici, et elle a besoin de votre lecture attentive pour prendre vie.

Comme l'affirmait si justement Nelson Mandela : "La sécurité ne dépend pas tant du nombre de personnes en uniforme que de la certitude que chaque citoyen a de vivre dans une société juste et protégée." C'est cette certitude que nous allons, ensemble, apprendre à construire. Plongez dans ces pages, car le pacte que je vous propose de signer est celui de notre avenir commun.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

BUCAREST : ABDOULAYE BIO TCHANÉ FAIT ENTENDRE LA VOIX DU BÉNIN



Paix, dialogue social et développement durable : le président du CES défend la concertation au cœur des assises francophones

Le Bénin est au rendez-vous des grands échanges institutionnels de l'espace francophone. À Bucarest, en Roumanie, le président du Conseil économique et social (CES), Abdoulaye Bio Tchané, prend part aux travaux de l'Assemblée générale de l'UCESIF et au Forum du dialogue social francophone. À la tête d'une délégation béninoise, il participe aux réflexions consacrées à la paix, au dialogue social, à la coopération institutionnelle et au développement durable.

Du 28 au 30 septembre 2026, Bucarest devient ainsi un espace de dialogue entre institutions économiques et sociales venues d'Afrique et d'Europe. Une rencontre au cours de laquelle le CES du Bénin entend partager son expérience et contribuer aux réflexions communes sur les grands défis auxquels sont confrontées les sociétés contemporaines.

Une voix béninoise au cœur des échanges

Au cours de l'Assemblée générale de

l'Union des Conseils économiques et sociaux et Institutions similaires des États et gouvernements membres de la Francophonie (UCESIF), Abdoulaye Bio Tchané a porté la voix du CES du Bénin.

Dans son intervention, le président du CES a insisté sur la nécessité de renforcer le dialogue, la concertation et la coopération entre les institutions consultatives de l'espace francophone.

Pour lui, les Conseils économiques et sociaux ont un rôle important à jouer dans l'écoute des différentes composantes de la société, la prise en compte de leurs aspirations et la construction de réponses concertées aux défis économiques et sociaux.

Une approche qui s'inscrit dans le thème central des assises : « La paix, vecteur de développement durable dans l'espace francophone ».

Le dialogue social comme outil de cohésion

À Bucarest, la réflexion porte notamment sur le lien entre paix, cohésion sociale et développement.

Dans ce contexte, le président du CES du Bénin a mis en avant l'expérience béninoise en matière de dialogue économique et social. Il a également présenté la dynamique de coopération que la huitième mandature entend renforcer avec les institutions homologues, en Afrique comme dans l'ensemble de l'espace francophone.

La démarche vise à favoriser le partage d'expériences et la construction de réponses communes face aux mutations économiques, sociales et culturelles.

Bucarest mobilise les institutions francophones

La cérémonie d'ouverture des travaux a réuni plusieurs personnalités roumaines et représentants de la Francophonie.

Le président du Conseil économique et social de Roumanie, Sterică Fudulea, a évoqué les liens historiques et culturels qui unissent son pays au monde francophone et a insisté sur l'importance de la paix, de la démocratie et du dialogue.

Le président de l'UCESIF, Eugène Aka Aouélé, a, pour sa part, souligné l'importance de la réflexion engagée autour de la paix comme vecteur de développement durable, notamment dans la perspective du prochain Sommet de la Francophonie.

Plusieurs responsables du Parlement roumain ainsi qu'un représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie ont également pris part à la cérémonie.

Une coopération institutionnelle appelée à se renforcer

Les travaux de Bucarest constituent également un cadre pour renforcer les relations entre les Conseils économiques et sociaux et institutions similaires.

Les participants ont notamment examiné et adopté les rapports financier et d'activité de l'UCESIF au titre de l'année 2025, ainsi que les activités prévues pour les prochains mois.

Les délégations ont également effectué une visite du Palais du Parlement de Bucarest et participé à une séance plénière du Parlement roumain.

Le Forum du dialogue social francophone se poursuit autour de plusieurs thématiques, notamment la contribution des partenaires représentatifs du dialogue social et civique à la diplomatie économique, sociale et socioculturelle.

Abdoulaye Bio Tchané, acteur de la coopération institutionnelle

La participation du président du CES du Bénin à ces assises s'inscrit dans les orientations de la huitième mandature, qui accorde une place importante à la coopération institutionnelle et au rayonnement international du CES.

Pour le Bénin, cette rencontre représente une occasion de présenter son expérience, de consolider ses relations avec les institutions homologues et de participer aux réflexions sur les enjeux qui touchent l'ensemble de l'espace francophone.

À Bucarest, Abdoulaye Bio Tchané inscrit ainsi le CES du Bénin dans une dynamique de dialogue et de coopération internationale, autour d'un enjeu partagé : faire de la paix, de la concertation et de la cohésion sociale des leviers du développement durable.

Les travaux s'achèveront ce mercredi 30 septembre au siège du Conseil économique et social de Roumanie, avec une réunion solennelle de la plénière du CES roumain.

Emeric Joël ALLAGBE

SÉCURITÉ

3 250 cartouches de calibre 12 saisies à Parakou

Un important stock de munitions découvert par la Police républicaine

La lutte contre la circulation illicite de munitions se poursuit au Bénin. À Parakou, une opération menée par les éléments du Commissariat de police du 2^e arrondissement a permis de mettre la main sur une importante quantité de cartouches de calibre 12.

Selon les informations rapportées à la suite de l'intervention,

les policiers ont découvert 3 250 cartouches de calibre 12 au cours d'une opération conduite le lundi 28 septembre 2026. Un individu a été interpellé dans le cadre de cette affaire.

Cette saisie constitue une nouvelle opération menée par les forces de sécurité pour lutter contre la détention et la circulation irrégulières de munitions. La quantité découverte attire particulièrement l'attention des enquêteurs, qui devront désormais déterminer la provenance des

cartouches, leur destination ainsi que les circonstances dans lesquelles elles se sont retrouvées entre les mains du suspect.

L'interpellation ouvre ainsi une phase d'enquête destinée à établir les responsabilités et à rechercher d'éventuelles ramifications. Les investigations devront notamment permettre de déterminer si d'autres personnes sont impliquées dans cette affaire.

À Parakou comme dans les autres

localités du pays, les opérations de contrôle et de sécurisation menées par la Police républicaine participent à la prévention des risques liés à la circulation incontrôlée d'armes et de munitions.

Les investigations se poursuivent afin de faire toute la lumière sur cette importante saisie.

Emeric Joël ALLAGBE

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

LE QUOTIDIEN DU BÉNIN

RETROUVEZ
TOUTE L'ACTUALITÉ
DU BÉNIN SUR NOTRE
SITE WEB

*L'information fiable,
à portée de clic !*



lemblemedujour.com



lemblemedujour.bj



*Suivez,
partagez,
restez informés !*



DEVENEZ NOTRE

PARTENAIRE PUBLICITAIRE

Associez votre marque à un média crédible,
proche des citoyens et au cœur de l'actualité
au Bénin.



UNE LARGE AUDIENCE

Des milliers de lecteurs chaque jour,
en ligne et sur nos supports.



UNE VISIBILITÉ CIBLÉE

Touchez un public qualifié,
actif et engagé.



UN PARTENARIAT DURABLE

Ensemble pour faire rayonner
vos produits et services.



DES FORMATS ADAPTÉS

Bannières, articles sponsorisés,
encarts, annonces... selon vos besoins.

*Votre visibilité,
notre priorité !*



CONTACTEZ-NOUS

pour plus d'informations et pour
réserver votre espace publicitaire.



Siège du Journal
Djassin Houinvié (Porto-Novo)



Site web
lemblemedujour.com / lemblemedujour.bj

*Ensemble
pour une information
de qualité !*

COMMERCE INTÉRIEUR / DEUXIÈME RENCONTRE D'ÉCHANGES DES DDIC

Hermine HODONOU SAVI réunit les DDIC à Kétou autour du renforcement des capacités



Le préfet du Plateau et la maire de Kétou présents au lancement de cinq jours de travaux consacrés au partage d'expériences et à l'amélioration des pratiques professionnelles

La commune de Kétou accueille, depuis ce mardi 29 septembre 2026, la deuxième rencontre d'échanges et de renforcement des capacités des Directions départementales du Commerce intérieur. Organisée par Mme Hermine HODONOU SAVI, Directrice départementale de l'Industrie et du Commerce de l'Ouémé et du Plateau, cette importante rencontre réunit durant cinq jours les responsables et cadres des Directions départementales autour des enjeux actuels du commerce intérieur au Bénin.

Le lancement officiel des travaux s'est déroulé en présence du préfet du département du Plateau et de Madame la maire de Kétou, témoignant de l'intérêt accordé par les autorités administratives et communales à cette initiative axée sur le renforcement des compétences et l'efficacité de l'action publique.

Hermine HODONOU SAVI au cœur d'une démarche de professionnalisation

À travers l'organisation de cette deuxième rencontre, Mme Hermine HODONOU SAVI offre aux différentes Directions départementales du Commerce intérieur un cadre de dialogue, d'échanges d'expériences et de renforcement des compétences.

Durant cinq jours, les responsables et cadres présents à Kétou sont appelés à partager leurs expériences, à examiner les difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs missions et à dégager des pistes

d'amélioration.

Cette rencontre constitue également une occasion de faire le point sur les recommandations issues de la première rencontre d'échanges de l'année 2026 et d'apprécier le niveau de leur mise en œuvre.

La démarche vise ainsi à favoriser une meilleure coordination des interventions des Directions départementales et une harmonisation progressive des pratiques professionnelles.

Le préfet du Plateau salue le choix de Kétou

À l'ouverture des travaux, le préfet du département du Plateau a souhaité la bienvenue aux participants dans le département et particulièrement dans la commune historique de Kétou.

Dans son allocution, l'autorité préfectorale a mis en avant l'importance d'une économie mieux organisée et mieux formalisée, ainsi que le rôle joué au quotidien par les services déconcentrés de l'État auprès des opérateurs économiques et des populations.

Le préfet a également salué la tenue de cette rencontre dans le département du Plateau et le choix de Kétou comme ville hôte.

Le caractère historique, commercial et culturel de cette commune offre en effet un cadre approprié pour des échanges portant sur le commerce intérieur, la formalisation de l'économie et la protection des consommateurs.

La maire de Kétou marque son soutien à la rencontre

La présence de Madame la maire de Kétou au lancement des travaux a également marqué cette deuxième rencontre.

Elle traduit l'importance du partenariat entre les autorités communales et les services déconcentrés de l'État dans la mise en œuvre des politiques publiques au niveau local.

À travers sa présence, l'autorité municipale a ainsi accompagné cette initiative qui rassemble à Kétou des cadres venus de différentes Directions départementales du Commerce intérieur.

Plusieurs enjeux majeurs au cœur des échanges

Le programme de cette deuxième rencontre aborde plusieurs problématiques liées à l'évolution du commerce et aux missions des Directions départementales.

Les participants échangeront notamment sur le contrôle des activités commerciales face à l'émergence du commerce électronique, ainsi que sur les généralités et les modalités pratiques relatives à la saisie conservatoire.

Une communication sera également consacrée à la formalisation de l'économie et au rôle et aux missions des Directions départementales du Commerce intérieur.

Les travaux porteront aussi sur l'organisation des foires « Consommons local » au niveau des Directions départementales, avec un bilan des expériences et l'examen des perspectives.

La protection des consommateurs à l'ère du commerce numérique figure également parmi les sujets inscrits au programme. Un thème particulièrement actuel au regard de la transformation des habitudes de consommation et du développement du commerce en ligne.

Cap sur les PTA 2027

Les échanges permettront par ailleurs aux différentes Directions départementales de se pencher sur leurs Plans de travail annuels (PTA) 2027.

Cette séquence doit favoriser le partage d'expériences et une meilleure cohérence dans la programmation des activités à venir.

L'objectif est également de tirer les enseignements des actions déjà conduites afin de renforcer l'efficacité des interventions des services départementaux auprès des acteurs économiques et des consommateurs.

Une immersion entre économie et patrimoine

La rencontre ne sera pas exclusivement consacrée aux séances de travail.

Les participants auront notamment l'occasion d'effectuer une visite de site à la Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE), permettant de mieux appréhender certaines réalités du tissu industriel.

Une visite de la Cour royale de Kétou est également prévue au programme. Cette étape permettra aux participants de découvrir une partie du patrimoine historique et culturel de la commune qui accueille leurs travaux.

Cinq jours pour renforcer les synergies

Prévue du 29 septembre au 2 octobre 2026, cette deuxième rencontre d'échanges et de renforcement des capacités entend favoriser une meilleure synergie entre les Directions départementales du Commerce intérieur.

En réunissant les responsables et cadres autour de problématiques communes, Mme Hermine HODONOU SAVI, Directrice départementale de l'Industrie et du Commerce de l'Ouémé et du Plateau, contribue à créer un espace de partage d'expériences et de consolidation des compétences.

La présence du préfet du Plateau et de la maire de Kétou au lancement vient donner une dimension institutionnelle à cette rencontre, placée sous le signe du dialogue, de la professionnalisation et de l'amélioration continue du service public.

À Kétou, les acteurs du Commerce intérieur disposent ainsi de cinq jours pour réfléchir ensemble aux défis actuels du secteur et dégager des pistes susceptibles de renforcer l'efficacité de leurs interventions au bénéfice des opérateurs économiques et des consommateurs.

Emeric Joël ALLAGBE



POLITIQUE DOCUMENTAIRE AU BÉNIN

La Bibliothèque nationale veut franchir un nouveau cap

Renforcement des compétences des professionnels des bibliothèques et centres de lecture

Vingt-cinq professionnels venus de plusieurs localités du Bénin sont réunis, du 29 septembre 2026 à Porto-Novo, dans le cadre d'un atelier national consacré à la construction de collections documentaires adaptées aux besoins des publics. Une initiative de la Bibliothèque nationale du Bénin (BnB), avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui traduit la volonté de donner un nouvel élan à la politique documentaire et, plus largement, au secteur du livre et de la lecture.

À la Bibliothèque nationale du Bénin, la réflexion autour du livre prend une nouvelle dimension. Il ne s'agit plus uniquement de conserver des ouvrages ou de gérer des rayonnages. La priorité est désormais de renforcer les pratiques professionnelles, d'améliorer la constitution des collections et de mieux connecter les bibliothèques aux besoins réels des lecteurs ainsi qu'à la production éditoriale nationale.

C'est tout le sens de l'atelier national de formation ouvert ce mardi 29 septembre 2026 à Porto-Novo. Durant cinq jours, 25 bibliothécaires, responsables et animateurs de bibliothèques et de centres de lecture, sélectionnés à l'issue d'un appel à candidatures, sont appelés à renforcer leurs compétences autour d'une problématique essentielle : comment construire des collections documentaires pertinentes, diversifiées et adaptées aux différents publics ?

Venus de plusieurs horizons du Bénin, les participants entendent

tirer profit de cette formation pour améliorer leurs pratiques et mieux répondre aux attentes des usagers. Au nom des participants, la Présidente de l'Association des Archivistes, Documentalistes et Bibliothécaires du Bénin, Mme Zita MEHISSOU GNIDEHOUE, a d'ailleurs exprimé, à l'ouverture des travaux, l'intérêt suscité par cette initiative et les attentes placées en elle.

Mettre la politique documentaire au cœur des bibliothèques

Placée sous le thème « De la sélection à la politique documentaire : construire des collections pertinentes, valoriser le livre béninois et servir la biodiversité dans les points d'accès à la lecture », la rencontre dépasse le cadre d'une simple session de renforcement de capacités.

Elle pose une question fondamentale : quels ouvrages proposer aux lecteurs béninois et quelle place réserver à la production éditoriale nationale dans les collections des bibliothèques et centres de lecture ?

Une préoccupation au cœur du message du Directeur général de la Bibliothèque nationale du Bénin, M. Koffi ATTEDE. Dans son allocution d'ouverture, il a insisté sur la responsabilité qui incombe aux professionnels dans le choix des ouvrages et la constitution des collections. Pour lui, sélectionner un livre, c'est aussi contribuer à définir les connaissances, les imaginaires et les références auxquelles une communauté aura accès.

Cette approche place ainsi la politique documentaire au centre de la mission des bibliothèques et

confère aux professionnels un rôle déterminant dans la construction d'une véritable société du savoir.

La BnB veut jouer un rôle moteur dans la chaîne du livre

Au-delà de l'atelier, le Directeur général de la BnB a également présenté les grandes orientations que son institution entend mettre en œuvre pour renforcer son positionnement dans l'écosystème national du livre et de la lecture.

La Bibliothèque nationale ambitionne notamment de dépasser l'image d'une institution essentiellement consacrée à la conservation du patrimoine documentaire. Elle entend davantage jouer un rôle de point de convergence entre auteurs, éditeurs, imprimeurs, libraires, bibliothécaires et autres acteurs de la chaîne du livre.

Plusieurs chantiers sont ainsi annoncés, notamment la modernisation du dépôt légal, l'élaboration d'une bibliographie nationale complète, la mise en place d'une plateforme statistique de la chaîne du livre, le développement d'une Bibliothèque numérique nationale, ainsi que la préparation d'un Plan stratégique de développement 2027-2033, en cohérence avec la vision Bénin 2060 Alafia.

À travers ces différents projets, la BnB entend contribuer à une meilleure connaissance de la production éditoriale nationale, à une meilleure circulation de l'information sur le secteur et à un accès élargi des populations aux ressources documentaires.

Donner davantage de visibilité au livre béninois

La valorisation de la production

nationale constitue également l'un des axes majeurs de cette nouvelle dynamique.

L'objectif est de favoriser une meilleure présence, dans les collections, des auteurs béninois, des maisons d'édition nationales, des jeunes écrivains, mais également des œuvres liées aux langues nationales et aux différentes expressions de la diversité culturelle du pays.

Cette orientation participe d'une volonté de renforcer la bibliodiversité et de faire des bibliothèques des espaces où le public peut découvrir aussi bien les grandes œuvres du patrimoine que les nouvelles productions issues de la création littéraire et intellectuelle béninoise.

Dans cette perspective, les professionnels des bibliothèques sont appelés à devenir de véritables acteurs de la promotion du livre national et du développement de la lecture publique.

L'OIF aux côtés de la Bibliothèque nationale

La démarche bénéficie de l'accompagnement de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), dont l'appui contribue à renforcer la portée de cette initiative.

Pour sa représentante, Mme Marie Isabelle BA, les bibliothèques publiques, communautaires et associatives doivent être davantage considérées comme des lieux vivants, attractifs et adaptés aux attentes des populations.

L'atelier constitue ainsi un cadre de partage d'expériences entre professionnels, mais aussi un es-

pace permettant d'identifier les difficultés rencontrées sur le terrain et de rechercher des réponses adaptées aux réalités de la lecture publique au Bénin.

Des professionnels appelés à devenir des passeurs de savoirs

Pendant cinq jours, les 25 participants bénéficieront de l'expertise de formateurs expérimentés afin d'acquérir des outils et des méthodes directement applicables dans leurs structures respectives.

Pour la BnB, l'enjeu est désormais de transformer les pratiques professionnelles et de faire des bibliothèques des espaces davantage connectés aux communautés, à la création nationale et aux enjeux contemporains de l'accès au savoir.

« Vous n'êtes pas des gardiens de rayonnages ; vous êtes des passeurs de mémoire et d'avenir », a lancé le Directeur général Koffi ATTEDE aux participants, les invitant à repartir de Porto-Novo non seulement avec de nouvelles connaissances, mais aussi avec une nouvelle conception de leur mission.

À travers cette initiative, la Bibliothèque nationale du Bénin entend donc inscrire la politique documentaire dans une dynamique plus large de modernisation du secteur du livre et de la lecture. Une dynamique qui mise sur les compétences, la coopération entre les acteurs et une meilleure valorisation de la production éditoriale béninoise.

Emeric Joël ALLAGBE



ACTE DE NAISSANCE GRATUIT

L'ANIP appelle les parents à saisir les dernières heures

Plus de 32 000 enfants déjà bénéficiaires de l'opération

Lancée le 16 septembre dernier, l'opération spéciale de délivrance gratuite des actes de naissance entre dans sa dernière ligne droite. L'Agence nationale d'identification des personnes (ANIP) invite les parents et responsables concernés à profiter des dernières heures de cette initiative, qui prend fin ce mercredi 30 septembre 2026 à 23 h 59.

L'opération mise en place par l'ANIP connaît déjà une importante adhésion. À la date du bilan

communiqué par l'Agence, plus de 32 000 enfants ont pu bénéficier gratuitement de leur acte de naissance, document essentiel pour l'établissement de leur identité et l'accomplissement de nombreuses démarches administratives.

Depuis son lancement le 16 septembre 2026, cette initiative vise notamment à faciliter l'accès des enfants à l'état civil et à permettre aux familles concernées de régulariser leur situation sans supporter les frais liés à la délivrance du document dans le cadre de cette opération.

Une échéance fixée au 30 septembre

Alors que la date butoir approche, l'ANIP rappelle que les personnes concernées disposent de très peu de temps pour accomplir les démarches. L'opération prendra officiellement fin le mercredi 30 septembre 2026 à 23 h 59.

Les parents qui n'ont pas encore effectué les formalités sont donc invités à ne pas attendre les dernières heures et à se rapprocher des dispositifs prévus à cet effet afin de vérifier leur éligibilité et de bénéficier de cette délivrance gratuite.

Avec déjà plus de 32 000 enfants bénéficiaires, l'opération traduit l'importance accordée à l'accès des populations aux documents d'état civil. Pour les familles concernées, les prochaines heures constituent ainsi une dernière fenêtre pour profiter de cette mesure avant la clôture de l'opération.

La date limite est donc claire : mercredi 30 septembre 2026 à 23 h 59.

Emeric Joël ALLAGBE

PARAKOU

Près de 184 kg de faux médicaments saisis

Une importante quantité de produits pharmaceutiques présumés contrefaits vient d'être saisie à Parakou. L'opération, menée par les éléments du commissariat du deuxième arrondissement, a permis de récupérer 183,72 kg de produits dans le quartier Banikanni.

Une nouvelle opération contre le trafic

Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la circulation et la commercialisation illicites de produits pharmaceutiques au Bénin. Au cours de l'opération, trois personnes ont été interpellées par les forces de sécurité.

Les produits saisis doivent faire l'objet des vérifications et procédures prévues

par les services compétents afin de déterminer précisément leur nature et leur provenance.

Cette opération vient une nouvelle fois mettre en lumière la vigilance des forces de sécurité face aux circuits clandestins de distribution de produits pharmaceutiques, dont l'utilisation peut présenter des risques importants pour la santé des populations.

Les investigations se poursuivent afin de faire la lumière sur les circonstances de cette saisie et d'établir les éventuelles responsabilités.

Emeric Joël ALLAGBE



CONTRÔLE DES MARCHANDISES SUR LES VOIES FLUVIALES

Malanville : 40 sacs de soja interceptés sur une barque

La Police républicaine et la Marine nationale à l'origine de l'opération

Une opération conjointe de la Police républicaine et de la Marine nationale a permis d'intercepter, lundi matin à Malanville, une cargaison de 40 sacs de soja transportée à bord d'une barque.

D'après les premiers éléments recueillis, la marchandise était acheminée par voie fluviale en direction du Niger. L'intervention des forces de sécurité a ainsi permis de stopper le transport de cette cargaison avant son arrivée à destination.

L'opération s'est déroulée dans la zone de Malanville, au nord du Bénin, un es-

pace marqué par d'importants mouvements de personnes et de marchandises en raison de sa proximité avec la frontière nigérienne.

La marchandise saisie a été remise aux services compétents pour les suites de la procédure. Les circonstances exactes du transport et les éventuelles responsabilités doivent encore être établies par les autorités chargées des vérifications.

Cette saisie témoigne du renforcement des contrôles effectués sur les voies fluviales et dans les zones frontalières du nord du pays.

Emeric Joël ALLAGBE



L'Emblème du Jour

LE QUOTIDIEN DE RÉFÉRENCE

RECRUTE DES STAGIAIRES JOURNALISTES

Vous êtes passionné(e) par l'actualité,
l'écriture et le journalisme ?
Rejoignez notre équipe !



LIEU DE STAGE

Siège du journal
à Porto-Novo
(Djassin Houinvié,
Immeuble Elona House)



PRESSE ÉCRITE ET EN LIGNE

L'Emblème du Jour est un
organe de presse écrite mais
également en ligne.



UNE BELLE OPPORTUNITÉ

Les stagiaires pourront
acquérir de l'expérience
au sein d'une rédaction
professionnelle et dynamique.



COMPOSITION DU DOSSIER À DÉPOSER

- ✓ Lettre de motivation
- ✓ Dernier diplôme obtenu
- ✓ CV



ENVOYEZ VOTRE DOSSIER

Par mail :

emericprod4@gmail.com

Ou par WhatsApp :

[+229 0144904640](https://wa.me/2290144904640)

EMERIC
Production

Elona House

Les Résidences Fenou

L'Emblème du Jour

*Rejoignez
une équipe
dynamique !*

NOUS RECRUTONS UNE SECRÉTAIRE

POUR ACCOMPAGNER NOTRE DÉVELOPPEMENT



PROFIL RECHERCHÉ



Niveau d'études : au moins le **Bac**



Bonne maîtrise des outils informatiques
(Word, Excel, PowerPoint, Internet, etc.)



Capacité à faire des **lives TikTok**
(maîtrise de l'application et aisance à l'antenne)



Âge : **20 ans** au moins



De préférence une jeune fille résidant à
Cotonou, Abomey-Calavi, Parakou et environs.



Dynamique, motivée, sérieuse
et ayant le sens de l'organisation



LIEU DE TRAVAIL
Porto-Novo



HÉBERGEMENT
Dans une des
résidences de l'entreprise



DOSSIER À FOURNIR

Lettre de motivation + CV + Derniers diplômes obtenus



Date limite de dépôt des dossiers

1^{er} octobre 2026 à 23h 59

ENVOI DES DOSSIERS



Par mail :

emericprod4@gmail.com



Par WhatsApp au :

[+229 0144904640](https://wa.me/2290144904640)

EMERIC PRODUCTION - ENSEMBLE POUR DE PLUS GRANDS PROJETS